

Troisième édition des Business Days aujourd'hui et demain à Luxexpo

# L'union de la Grande Région fera la force

Au centre de l'échiquier, Luxembourg doit jouer avec ses voisins

PAR THIERRY LABRO

La troisième édition des Business Days, consacrée à la Grande-Région, s'achèvera demain soir à Luxexpo sur une question fondamentale: quelle région ou ville choisir pour réussir le lancement et le développement d'une start-up innovante? Une équation à de trop nombreuses inconnues pour pouvoir y apporter une réponse précise.

Poser la question de l'endroit idéal dans lequel devrait s'implanter une société innovante en conclusion d'un salon professionnel dédié à l'innovation, c'est presque donner la réponse avant de commencer: au Luxembourg.

Désormais doté d'une politique de clusters, ces groupements de professionnels de différents secteurs au service d'intérêts communs, d'une agence de l'innovation adossée à la Chambre de commerce, véritable one-stop-shop des créateurs d'entreprises, d'une université en plein développement autour de laquelle tournent les centres de recherche publics et d'un écosystème favorable au monde des start-ups, le Luxembourg pourrait imaginer jouer un rôle de locomotive seul.

Mais l'impressionnant contraste dans le développement d'Esch-Belval côté luxembourgeois par rapport à l'inertie française pendant de longues années et la nécessité d'aller puiser sans cesse dans le vivier frontalier pour faire tourner son économie l'ont amené à revoir son positionnement et à devenir plus conciliant avec ses voisins.

## Soixantième place mondiale

Sans parler du «Doing Business» de la Banque mondiale, sorte de comparateur des différents aspects de la création d'entreprise: le Luxembourg occupe une bien modeste



Le FabLab du Technoport fait partie de ces équipements de pointe dont le Luxembourg est doté. Mais pour poursuivre son développement dans le secteur des sociétés innovantes, il va falloir accompagner le développement de ses voisins. (PHOTO: TANIA FELLER)

60<sup>e</sup> place, loin des 21<sup>e</sup> place allemande, 36<sup>e</sup> place belge ou encore 38<sup>e</sup> place française. Le seul point réellement positif dans ce classement, en ce qui concerne le Luxembourg, est sa première place mondiale dans l'exécution des contrats, voire la 14<sup>e</sup> place en terme de paiements des impôts, où l'Allemagne est 3<sup>e</sup> en matière de réseaux électriques, la Belgique 7<sup>e</sup> pour la question de l'in-

solvabilité et la France 7<sup>e</sup> pour l'exécution des contrats. Car les points positifs sont ailleurs. Il ne faut par exemple que trois procédures en Belgique pour créer une société contre six au Luxembourg. Et quatre jours contre 18,5 au Luxembourg. C'est en France que cela coûte le moins cher (0,9% de PIB d'un habitant contre 1,9% au Luxembourg).

L'avantage du Luxembourg, c'est sa stabilité politique, son sens de l'intérêt général, sa stabilité fiscale, son sens du business, sa capacité à travailler naturellement dans trois langues, sa connaissance des milieux financiers.

De quoi donner envie de de nombreuses sociétés l'envie de voir ce qu'elles pourraient y faire. Comme l'AirBoxLab de Jacques Touillon qui,

après avoir eu bien du mal à trouver des financements dans le Rhone et à Nancy, a fini par passer un moment dans le Technoport avant d'intégrer... depuis avant-hier, le nouvel incubateur parisien dédié aux problématiques urbaines. Comme le site belge de recrutement ZidCard de Jérôme Pittie ou ceux de diffusion de contenus en ligne de Docler. Et comme tous ceux

que voient actuellement les incubateurs comme l'Accelerator de PwC, le LuxFuturLab de BGL-BNP-Paris ou le programme K-Start de KPMG... Les candidats se bousculent...

Et Luxinnovation s'est associée début juin au programme de soutien des start-ups d'Amazon, le «Amazon AWS Activate». Non sans avoir envoyé un message similaire au programme belge du Rotary ou encore avoir annoncé au Sillon lorrain, porteur du projet FrenchTech pour une épine dorsale de quatre villes en Lorraine (Thionville, Metz, Nancy, Epinal) qu'elle leur apporterait son soutien. D'ici début juillet, la France aura adopté ses 34 plans de la «Nouvelle France industrielle», dans des domaines très... innovants! Comme le cloud computing, la cybersécurité ou encore les textiles intelligents.

## Un avantage institutionnel

La difficulté de la Grande-Région en tant que lieu incontournable du développement économique tient aux différences fondamentales de la prise de décision publique. Entre l'organisation fédérale et «communautaire» belge, les interactions des Länder avec le gouvernement fédéral allemand et l'Hexagone désormais lancé dans une nouvelle réforme territoriale beaucoup plus profonde qu'un simple rattachement de la Lorraine à l'Alsace, le Luxembourg a davantage les coudées franches quand il veut avancer. Il sait qu'il doit aider ses voisins à accélérer leur développement... Car la puissance post-industrielle ne viendra que de la Grande Région, ses 65.400 km<sup>2</sup>, ses 11,3 millions d'habitants, ses 375.000 entreprises, ses 15 universités, ses 220.000 étudiants, son PIB est de 303 milliards d'euros (environ 2,5% du PIB de l'Union Européenne des 27).